

Market News

Etudes Economiques & Stratégie

lundi 16 mars 2026

Escalade au Moyen-Orient : le pétrole relance le risque inflationniste...

Matières Premières				Cloture américaine				Indices Futures			
	Price	Change	% Chg	Indices	Price	Change	% Chg		Price	Change	% Chg
Crude Oil	99.6	0.89	0.90%	S&P 500	6,632.19	-40.43	-0.61%	S&P F	6,666.50	30.5	0.46%
Gold	5,014.70	-47.00	-0.93%	Dow Jones	46,558.47	-119.38	-0.26%	NASDAQ F	24,725.75	120	0.49%
Silver	79.96	-1.38	-1.70%	Nasdaq	22,105.36	-206.62	-0.93%	DJIA F	47,056	170	0.36%
	Changes			VIX	27.19	-0.10	-0.37%				
DXY Index	100.3	-0.060	-0.06%	Secteurs à Wall Street				Asie			
Euro	1.1439	0.002	0.18%				% Chg Nikkei	53,429.88	-389.73	-0.72%	
Yen	159.36	-0.370	-0.23%	Utilities			0.94%	Hang Seng	25,792.07	326.47	1.28%
Pound	1.3251	0.003	0.20%	Consumer Staples			0.54%	Shanghai	4,081.96	-13.48	-0.33%
	Marché obligataire			Energy			0.41%	Singapore	4,848.18	5.91	0.12%
	Price	Daily en pb		Real Estate			0.20%	Asia Dow	5,423.27	28.35	0.53%
U.S. 10yr	4.269	-1.3		Financials			0.05%	Europe			
Germany 10yr	2.964	0.2		Health Care			-0.28%	Stoxx 600	595.85	-3.01	-0.50%
Italy 10yr	3.751	0.0		Industrials			-0.39%	CAC 40	7,811.53	-72.91	-0.91%
Japan 10yr	2.269	2.4		Consumer Discretionary			-0.65%	DAX	23,447.29	-142.36	-0.60%
	Crypto			Communication Services			-0.98%	FTSE MIB	44,316.92	-139.26	-0.31%
Bitcoin USD	73,800	+2,237	3.13%	Materials			-1.04%	IBEX 35	17,059.30	-80.6	-0.47%
Ethereum USD	2,265.29	135.47	6.36%	Information Technology			-1.29%	FTSE 100	10,261.15	-44	-0.43%

Achevé de rédiger à 6h45

Choc géopolitique : le pétrole redevient le risque central des marchés.

- Le conflit entre l'Iran, Israël et les Etats-Unis entre dans une phase décisive avec une intensification des frappes et des tensions régionales. Israël poursuit ses bombardements en Iran et au Liban, tandis que Téhéran dénonce un « écocide » après la destruction de dépôts de carburant à Téhéran et menace de frapper des installations pétrolières d'entreprises liées aux Etats-Unis si ses propres infrastructures énergétiques sont ciblées.
- L'escalade entre Israël et le Hezbollah franchit un nouveau seuil avec la destruction de ponts sur le fleuve Litani pour couper les lignes de ravitaillement du mouvement pro-iranien et des menaces directes contre le gouvernement libanais. Malgré les appels de l'ONU à un cessez-le-feu et la tentative du Liban d'ouvrir des négociations directes avec Israël, Tel-Aviv et Washington exigent le désarmement complet du Hezbollah avant toute désescalade, jugeant Beyrouth incapable de contrôler le mouvement.
- Les Etats-Unis affirment avoir détruit plus de 90 sites militaires sur l'île stratégique de Kharg, principale plateforme d'exportation pétrolière iranienne, et menacent de nouvelles frappes si l'Iran ne lève pas le blocage du détroit d'Ormuz. Washington cherche à former une coalition internationale pour sécuriser cette voie maritime et souhaite désormais partager les coûts et les risques avec ses alliés. Toutefois, certains pays comme le Japon ou l'Australie refusent pour l'instant d'y participer.
- Le conflit a déjà fait plus de 2 000 morts depuis le 28 février et provoque de fortes perturbations régionales, notamment des attaques de drones, la suspension du trafic à l'aéroport de Dubaï et le déplacement de plus de 800 000 civils au Liban.
- Ce matin, les marchés financiers restent instables face à l'escalade du conflit avec l'Iran et à la flambée des prix du pétrole, le Brent évoluant autour de 104 \$ le baril après une hausse d'environ 40% depuis fin février. Les futurs boursiers américains ont rebondi après des informations sur une possible coalition pour protéger les pétroliers dans le détroit d'Ormuz. La hausse des prix de l'énergie alimente les craintes d'inflation et de ralentissement économique. Les investisseurs attendent aussi la réunion de la banque centrale américaine et plusieurs résultats d'entreprises pour évaluer l'impact économique du conflit.

Le conflit s'intensifie. Le ministre israélien de la Défense affirme que la guerre entre dans une phase décisive. Les frappes israéliennes contre des infrastructures en Iran et au Liban se poursuivent tandis que Téhéran dénonce un « écocide » après le bombardement de dépôts de carburant à Téhéran, évoquant des risques durables pour la santé et l'environnement. Une installation pétrolière aux Emirats arabes unis a été frappée, tandis que Washington appelle ses ressortissants à quitter l'Irak après une attaque contre son ambassade à Bagdad. La Turquie accuse l'Iran de tirs de missiles sur son territoire et Téhéran menace de viser des installations d'entreprises américaines si ses infrastructures énergétiques sont bombardées.

Depuis le début du conflit le 28 février, la guerre entre l'Iran, Israël et les Etats-Unis a fait plus de 2 000 morts, majoritairement en Iran et au Liban, et provoqué une intensification des attaques de missiles et de drones contre Israël, des bases américaines et plusieurs pays du Golfe. Dans ce contexte, **l'Iran affirme être prêt à poursuivre le combat « aussi longtemps que nécessaire » et rejette pour l'instant toute négociation directe**, tandis que **Donald Trump affirme que des discussions existent mais juge les conditions d'un accord insuffisantes**. Washington tente parallèlement de former une coalition internationale pour sécuriser ce détroit, mais plusieurs pays, dont le Japon et l'Australie, refusent pour l'instant d'y envoyer des navires militaires. **Washington refuse désormais d'assumer seul le coût et les risques de la protection d'une voie navigable vitale pour l'économie globale, particulièrement pour l'Asie et l'Europe**. En demandant un partage du fardeau (« *burden sharing* »). Cette injonction souligne également la volonté de l'administration américaine de réduire son exposition directe au Moyen-Orient, tout en exigeant une solidarité opérationnelle en échange du maintien de l'ordre pétrolier mondial. **La guerre entraîne aussi des perturbations régionales, comme la suspension du trafic à l'aéroport de Dubaï après un incident lié à un drone, des frappes près de Bagdad et au Kurdistan irakien, ainsi qu'un nouvel exode de civils au Liban où plus de 800 000 personnes ont été déplacées**. Sur le plan diplomatique, Emmanuel Macron a appelé l'Iran à mettre fin aux attaques régionales et à rétablir la liberté de navigation à Ormuz, tandis que plusieurs pays cherchent à éviter une escalade régionale plus large.

Les Etats-Unis affirment avoir « totalement détruit » des cibles militaires sur l'île stratégique iranienne de Kharg lors de frappes ayant visé plus de 90 sites, dont des installations de stockage de mines marines et de missiles, et menacent désormais de bombarder les infrastructures pétrolières iraniennes si Téhéran ne lève pas le blocage du détroit d'Ormuz.

L'Iran, qui exporte près de 90% de son pétrole via Kharg, a averti qu'il frapperait les installations pétrolières d'entreprises coopérant avec Washington dans la région, tandis que les Gardiens de la révolution ont exhorté les civils à s'éloigner des sites potentiellement visés aux Emirats arabes unis. L'Iran a appelé les pays voisins à expulser les forces américaines, estimant que le « parapluie de sécurité » de Washington attire les troubles, tandis que Téhéran affirme que l'état de santé du guide suprême Mojtaba Khamenei, blessé lors d'un bombardement, ne pose « pas de problème ».

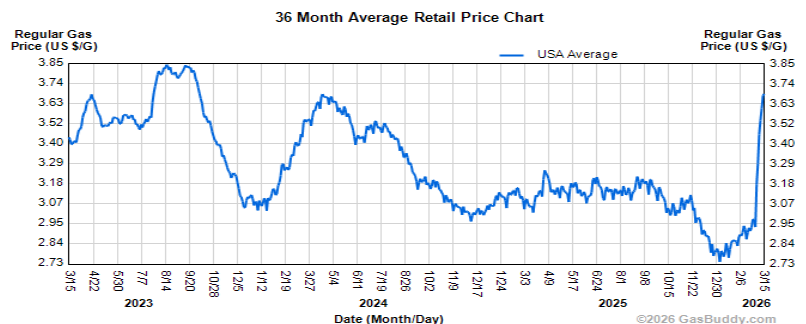
Le conflit entre Israël et le Hezbollah franchit un nouveau seuil de violence. Le ministre israélien de la Défense, Israël Katz, a explicitement menacé le gouvernement libanais de lui faire payer un prix territorial et structurel « de plus en plus élevé ». Les opérations militaires se sont intensifiées avec la destruction de ponts stratégiques sur le fleuve Litani, destinés à couper les lignes de ravitaillement du Hezbollah. Pour la première fois, l'armée israélienne cible ouvertement des infrastructures civiles, tout en larguant des tracts sur Beyrouth appelant la population à se désolidariser du mouvement pro-iranien. L'ONU appelle désespérément à un cessez-le-feu, Tel-Aviv exige le désarmement total

du Hezbollah comme préalable à tout arrêt des hostilités. La tentative diplomatique de Beyrouth pour sortir de l'engrenage de la guerre s'est heurtée à une fin de non-recevoir. Le président libanais Joseph Aoun avait pourtant ouvert une porte historique en se disant prêt à des négociations directes avec Israël, évoquant même une possible normalisation. Toutefois, cette main tendue a été ignorée par Tel-Aviv et Washington. La raison invoquée est le manque de crédibilité du gouvernement libanais, jugé incapable de désarmer le Hezbollah ou d'empêcher les tirs de roquettes sur le nord d'Israël.

Ce matin, **les marchés financiers restent très volatils en raison de l'escalade du conflit avec l'Iran et des tensions sur le pétrole**. Le baril de *West Texas Intermediate* a brièvement dépassé 102 \$ avant de retomber autour de 99 \$, tandis que le Brent se situe près de 104 \$, après avoir franchi la barre des 100 \$ pour la première fois depuis 2022 et avoir bondi d'environ 40% depuis le début des frappes américaines et israéliennes contre l'Iran fin février.

Les contrats à terme sur les indices américains ont d'abord chuté puis rebondi, les futures sur le S&P 500 repassant en hausse, soutenus par des informations selon lesquelles plusieurs pays pourraient participer à une mission d'escorte des pétroliers dans le détroit d'Ormuz. Les investisseurs craignent néanmoins que les infrastructures pétrolières du Golfe soient ciblées, notamment après les frappes américaines sur l'île iranienne de Kharg et les menaces de Téhéran visant certains ports des Emirats arabes unis. Dans ce contexte de tension énergétique, l'Agence internationale de l'énergie a confirmé le déblocage de 400 millions de barils de réserves stratégiques pour compenser la plus grande perturbation d'approvisionnement de l'histoire du marché pétrolier mondial, dont 172 millions de barils provenant des Etats-Unis.

La hausse des prix de l'énergie alimente aussi les craintes d'inflation et de ralentissement économique, alors que l'essence aux Etats-Unis atteint en moyenne 3,699 \$ le gallon, soit environ 77 cents de plus qu'un mois plus tôt. Les investisseurs surveillent désormais les résultats d'entreprises majeures et la réunion de la banque centrale américaine cette semaine, qui pourrait donner des indications sur l'évolution des taux d'intérêt dans un contexte d'incertitude économique liée au conflit.



Indice S&P 500

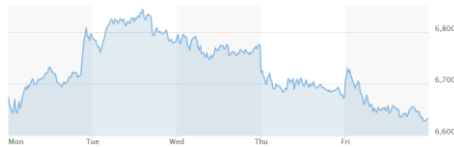


(Source : Marketwatch)

Etats-Unis

Wall Street a connu une nouvelle séance de repli, vendredi, concluant une semaine heurtée sous l'emprise quasi exclusive des mouvements du pétrole, de la géopolitique et de la remontée des anticipations d'inflation. Le S&P 500 a, pourtant, débuté la séance en hausse, au-dessus des 6 700 points, mais, au bout de 2h, l'indice recule et tombe autour des 6 650, pour clôturer proche de ses plus bas de la séance, à 6 632 (- 40 points), abandonnant 0,6%. Le Dow Jones clôture en baisse de 0,3% à 46 558 et le Nasdaq Composite perd 0,9% à 22 105. Le VIX a clôturé en léger retrait, à 27,2 points, soit - 0,4%.

S&P 500 - Sur 5 séances



(Source : Marketwatch)

VIX - Sur 5 séances



(Source : Marketwatch)

La séance a commencé sur par des rachats à bon compte après trois séances de baisse et par un reflux temporaire des cours du *WTI*, qui a cédé plus de 2% en début de journée après la décision américaine d'accorder une dérogation temporaire aux cargaisons de pétrole russe déjà en mer et après des informations de presse évoquant des discussions européennes avec Téhéran sur la sécurité de navigation dans le détroit d'Ormuz. Mais le retour de tensions sur les cours du *WTI*, qui a clôturé en hausse de 3,7% à 99,30 \$, et le Brent gagnant 0,7% à 103,78 \$, repassant au-dessus des 100 \$ pour la première fois depuis l'été 2022, ont pénalisé le marché actions. Il a alors effacé ses gains initiaux, les investisseurs intégrant de nouveau le scénario d'une crise énergétique durable au Moyen-Orient, alimentée par l'intensification du conflit avec l'Iran, les difficultés persistantes dans le détroit d'Ormuz et les informations selon lesquelles l'Iran aurait commencé à poser des mines, malgré les efforts américains pour sécuriser la zone. Le thème dominant a été celui d'un choc d'offre pétrolier susceptible de rallumer l'inflation au moment même où la banque centrale s'apprête à se réunir, a provoqué une nouvelle tension sur les taux longs à 10 ans américain remontant vers 4,28%, pendant que le Bund allemand à 10 ans touchait un sommet de plus de deux ans.

Dans ce contexte, les secteurs défensifs ont mieux résisté, notamment les *utilities* et les valeurs de consommation de base, alors que les valeurs du secteur technologique ont été de nouveau sous pression. Les *mégacaps* ont pesé lourdement sur les indices, **Meta Platforms** (- 3,8%) a aussi été pénalisé par des informations de retard sur son modèle d'IA, **Apple** (- 2,2%) et **Microsoft** (- 1,6%) reculant également, tout comme **Nvidia** (- 1,6%), **Tesla** (- 1,0%), **Amazon** (- 0,9%) et **Alphabet** (- 0,4%). **Adobe** (- 7,6%) a chuté avec la perspective du départ futur de Shantanu Narayen ayant éclipsé des résultats pourtant supérieurs aux attentes, tandis qu'**Ulta Beauty** (- 14,2%) a été sévèrement sanctionné après des perspectives de ventes comparables jugées décevantes. **EverCommerce** (- 16,6%) a aussi chuté sur des prévisions de chiffre d'affaires inférieures au consensus. Les minières ont corrigé dans le sillage de la baisse des métaux, avec **Anglogold Ashanti** (- 7,9%), **Coeur Mining** (- 6,9%), **Southern Copper** (- 5,5%), **Newmont** (- 4,3%), **Barrick Mining** (- 4,2%) et **Freeport-McMoRan** (- 4,8%). Les valeurs des engrais, après leurs flambées récentes, ont consolidé, à l'image d'**Intrepid Potash** (- 7,3%), **Mosaic** (- 6,5%) et **CF Industries** (- 4,7%). A l'inverse, quelques poches de marché ont résisté grâce à des thématiques plus spécifiques : **Sandisk** (+ 6,9%), **Micron** (+ 5,1%), **Western Digital** (+ 4,3%), **Seagate** (+ 2,6%), **Lam Research** (+ 1,3%), **Applied Materials** (+ 1,3%) et **Intel** (+ 1,2%) ont profité d'achats ciblés dans les semi-conducteurs et le stockage, tandis que les valeurs exposées aux cryptomonnaies ont été soutenues par la remontée du bitcoin, avec **Galaxy Digital** (+ 8,3%), **MARA Holdings** (+ 6,4%), **Strategy** (+ 1,7%) et **Coinbase** (+ 1,2%). **Charles Schwab** (+ 2,0%) a progressé après avoir fait état d'une croissance de revenus attendue de 16% au premier trimestre.

Sur le front macroéconomique, les dépenses des ménages ont progressé de 0,4% en janvier, un peu au-dessus des attentes, tout comme les postes non-pourvus, estimés par le *JOLTS*, sont remontés à 6,946 millions, et la confiance du consommateur mesurée par l'Université du Michigan, ressortie à 55,5 contre 54,8 attendu. En revanche, le signal envoyé par l'investissement a été moins robuste, les commandes de biens d'équipement hors défense et aéronautique sont stagnantes en janvier alors que le consensus attendait + 0,5%, et surtout la croissance du PIB du quatrième trimestre a été révisée en forte baisse à 0,7% en rythme annualisé contre 1,4% précédemment. Dans un marché ordinaire, un tel affaiblissement de l'activité aurait pu relancer les paris de détente monétaire, mais la poussée persistante des prix de l'énergie a neutralisé ces attentes. De plus, l'indice core des prix PCE, mesure d'inflation privilégiée par les membres du *FOMC*, a accéléré à 3,1% sur un an, son plus haut niveau depuis près de

deux ans, confortant l'idée d'une banque centrale contrainte de rester prudente plus longtemps. Certes, les anticipations d'inflation de l'Université du Michigan ont été un peu plus sages qu'attendu, à 3,4% à un an et 3,2% à long terme, mais elles n'ont pas suffi à renverser le sentiment, d'autant que les marchés n'intégraient quasiment aucune chance d'une baisse de 25 pb dès la réunion de cette semaine.

Au final, la séance illustre un marché américain prisonnier d'un arbitrage défavorable : des fondamentaux microéconomiques encore corrects d'un côté, mais de l'autre un choc énergétique majeur susceptible de raviver l'inflation, de retarder la banque centrale et de peser sur la croissance, ce qui explique la glissade des grands indices vers leurs plus bas depuis novembre malgré des pertes finalement contenues au regard de la violence du mouvement sur le brut.

Détail de la séance sur les valeurs : cf. [Les US en Actions](#).

Nikkei 225 - Sur 5 séances



(Source : Marketwatch)

Asie

Le **Nikkei 225** recule de 0,7%. Les actions japonaises restent sous pression alors que les investisseurs continuent de faire face à l'incertitude au Moyen-Orient et à la volatilité des prix du pétrole. Dans les derniers développements, les Etats-Unis ont attaqué des cibles militaires sur le principal centre d'exportation pétrolière de l'Iran, l'île de Kharg, ce week-end mais les investisseurs sont « rassurés » par l'annonce que les Etats-Unis veulent mettre en place une coalition de pays pour escorter des navires à travers le détroit d'Ormuz. Un haut responsable japonais a déclaré que le seuil est « extrêmement élevé » pour que Tokyo déploie des navires de guerre afin d'aider à protéger une voie maritime pour le pétrole au Moyen-Orient. Par ailleurs, le ministre japonais de la Défense, Shinjiro Koizumi, a déclaré que le pays n'a actuellement aucun projet de déployer des navires de guerre dans le détroit d'Ormuz malgré la pression américaine sur d'autres pays. Les taux d'Etat à 10 ans au Japon ont dépassé 2,26% (+ 2,4 pb), atteignant des sommets sur cinq semaines avant un maintien de taux attendu par la Banque du Japon, dans un contexte d'incertitude accrue sur l'impact de la guerre iranienne sur l'économie intérieure. La semaine dernière, le gouverneur de la BoJ, Kazuo Ueda, a averti qu'un yen faible pourrait amplifier l'inflation importée alors que les prix du pétrole augmentent, ce qui pourrait pousser la banque centrale à accélérer la normalisation des politiques. Ueda a noté que l'effet des taux de change sur l'inflation semble plus important qu'auparavant, leur donnant un poids plus important dans les décisions des décideurs politiques. Au niveau du marché actions, parmi les déclinés notables figurent Nintendo (- 1,2%), Fujikura (- 4,7%) et Lasertec (- 0,5%).

Le **Shanghai Composite** est en baisse de 0,4%, tandis que la **Hang Seng** progresse de 1,2%. Les tensions au Moyen-Orient et la volatilité des prix du pétrole pèsent sur le sentiment. Au niveau domestique, les données ont montré que la production industrielle chinoise et les ventes au détail ont dépassé les attentes au cours des deux premiers mois de l'année, soutenues par les dépenses pendant les fêtes et une forte demande étrangère. Cependant, les prix des maisons neuves ont le plus chuté en huit mois, dans un contexte de ralentissement prolongé de l'immobilier. Le sentiment s'est amélioré parallèlement à des contrats à terme américains plus fermes, tandis que des rapports selon lesquels des hauts responsables américains et chinois se seraient rencontrés à Paris pour discuter d'accords potentiels sur l'agriculture, les minéraux critiques et les questions commerciales plus larges ont renforcé l'optimisme en vue de la visite attendue du président Trump à Pékin plus tard ce mois-ci. Mais, l'optimisme reste limité avec la poursuite des hostilités au Moyen-Orient qui ont maintenu les prix du pétrole élevés et compliqué les perspectives d'inflation mondiale.

Le **KOSPI** est en hausse de 0,7% alors que la montée des tensions géopolitiques et la volatilité des devises continuent de pénaliser le sentiment des investisseurs. L'escalade du conflit au Moyen-Orient a continué d'être un frein à la hausse des marchés actions. La hausse des prix du pétrole a accru les inquiétudes concernant l'inflation et les risques de croissance pour les économies importatrices d'énergie comme la Corée du Sud. La monnaie coréenne a également accentué l'inquiétude du marché après que le won ait brièvement dépassé le seuil de 1 500 par dollar pour la première fois depuis 2009, avant de réduire ses pertes, reflétant la pression persistante due au choc pétrolier et aux flux de risque inversés sur les marchés mondiaux. Mais, les principales actions des semi-conducteurs ont apporté un certain soutien, Samsung Electronics (+ 1,6%) et SK Hynix (+ 4,5%) progressent face à la demande continue de puces mémoire liées à l'intelligence artificielle.

Le **S&P/ASX 200** a clôturé en baisse de 0,4%, alors que les tensions croissantes au Moyen-Orient continuent de susciter des inquiétudes concernant la croissance mondiale et l'inflation. La **RBA** s'apprête à rendre sa décision de politique monétaire, demain matin. Les investisseurs s'attendent à une nouvelle hausse des taux qui porterait le taux à 4,1%. Les valeurs dans le secteur des matériaux sont parmi les principaux freins à l'indice d'ensemble, avec des géants miniers BHP Group, Rio Tinto et Fortescue reculant de - 1,5% à - 3,5%. Les producteurs d'or ont également baissé, avec une - 3,9% pour Newmont Corporation, - 2,0% pour Evolution Mining et - 5,2% pour Northern Star Resources.

Change €/€



(Source : Marketwatch)

Taux 10 ans (US)



(Source : Marketwatch)

Taux 10 ans (Allemagne)



(Source : Marketwatch)

Changes et Taux

La semaine s'est achevée dans un climat particulièrement tendu sur les marchés obligataires, marqué par une forte remontée des taux longs et par un changement brutal des anticipations de politique monétaire, sous l'effet combiné de la flambée des prix de l'énergie et de l'escalade du conflit au Moyen-Orient. Aux Etats-Unis, la séance de vendredi s'est révélée moins violente que celle de la veille, mais les taux sont restés proches de leurs plus hauts récents. Les taux à 10 ans se sont stabilisés autour des 4,28%, après avoir brièvement reflué plus tôt dans la séance (plus bas à 4,24%), tandis que le 30 ans s'est établi autour de 3,91% et que le 2 ans s'est légèrement détendu vers 3,73%. Sur l'ensemble de la semaine, les taux à 10 ans progressent de 13 pb, sous l'effet des craintes d'une spirale inflationniste alimentée par la flambée du pétrole, dont les cours restent proches de leurs plus hauts depuis 2022. La hausse des coûts énergétiques ravive la perspective d'une inflation plus persistante et renforce l'idée que la banque centrale pourrait maintenir une politique monétaire restrictive plus longtemps que prévu. Dans ce contexte, les marchés n'anticipent désormais plus qu'une seule baisse de taux en 2026. En Europe, la situation est apparue nettement plus dégradée, les marchés obligataires ayant subi une nouvelle vague de ventes massives. Les taux longs se sont envolés à des niveaux inédits depuis plusieurs années, dans un contexte où les investisseurs réévaluent brutalement la trajectoire de la politique monétaire de la BCE. Les taux à 10 ans de l'OAT française à 10 ans a ainsi dépassé 3,667% (+ 3,4 pb), atteignant son plus haut niveau depuis 2011, avec une hausse de 16 pb sur la semaine et près de 45 pb sur quinze jours, soit la pire dégradation observée depuis mars 2023. Les obligations allemandes ont également subi de fortes tensions, le Bund à 10 ans s'approchant de 3,0%, à 2,985% (+ 2,4 pb), et atteignant son niveau le plus élevé depuis fin 2023, tandis que les BTP italiens ont grimpé vers 3,8% (à 3,786% exactement, + 3,5 pb), en hausse d'environ 17 pb sur la semaine et de plus de 50 pb sur deux semaines. Cette remontée spectaculaire traduit la domination du thème inflationniste sur les marchés : la hausse rapide du pétrole, qui a franchi les 100 \$ le baril, alimente la crainte d'un

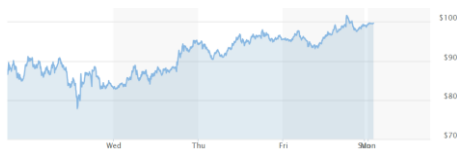
nouveau choc énergétique comparable à celui observé après l'invasion de l'Ukraine. Les investisseurs doutent par ailleurs de la capacité des mesures actuelles à compenser d'éventuelles perturbations dans le détroit d'Ormuz, dont la fermeture par l'Iran constituerait une menace majeure pour l'approvisionnement mondial. Dans ce contexte, les marchés monétaires ont radicalement revu leurs anticipations concernant la BCE : **alors qu'aucun resserrement monétaire n'était envisagé il y a encore un mois, les investisseurs intègrent désormais la possibilité de deux hausses de taux d'ici la fin de l'année et attribuent même une probabilité supérieure à 60% à un premier relèvement dès le mois de juin.** Les tensions se sont également propagées au Royaume-Uni, où les taux des *Gilts* à 10 ans ont dépassé 4,77% (+ 5,7 pb), son plus haut niveau depuis plusieurs mois. Les marchés monétaires anticipent une probabilité d'environ 80% d'une hausse de taux de la Banque d'Angleterre avant la fin de l'année. Pourtant, les données économiques britanniques ont en outre confirmé la fragilité de l'économie, avec un PIB resté stable en janvier alors qu'une légère croissance était attendue. Dans l'ensemble, la semaine a été marquée par une remise en cause du statut traditionnel de valeur refuge des obligations souveraines : face au risque d'un choc inflationniste lié à l'énergie et à l'incertitude géopolitique persistante, les investisseurs ont largement réduit leur exposition aux dettes publiques, provoquant une hausse généralisée des rendements et une forte volatilité sur les marchés obligataires internationaux.

La séance de vendredi sur le marché des changes a été dominée par un retour marqué de l'aversion pour le risque, alimenté par la flambée des prix de l'énergie dans un contexte d'escalade des tensions géopolitiques au Moyen-Orient. Le billet vert s'est ainsi nettement apprécié, le *Dollar Index* franchissant le seuil de 100,3, son plus haut niveau depuis la mi-2025. Cette hausse s'est produite malgré une série d'indicateurs macroéconomiques plutôt décevants, notamment la révision à la baisse de la croissance du PIB américain du quatrième trimestre (+ 0,7% vs + 1,4%). Dans le même temps, la confiance des consommateurs mesurée par l'Université du Michigan s'est repliée de 56,6 à 55,5 en mars, signe que les ménages s'inquiètent de la hausse du prix de l'essence et de l'érosion du pouvoir d'achat. **Ces éléments auraient normalement pesé sur le dollar, mais le contexte géopolitique et énergétique a pris le dessus.** Les investisseurs considèrent en effet l'économie américaine comme relativement mieux protégée grâce à sa plus grande indépendance énergétique. Ils ont également pris connaissance de l'indice PCE, confirmant que les pressions inflationnistes restent présentes. Dans ce contexte, les anticipations de politique monétaire restent prudentes. En Europe, la séance a été marquée par un net affaiblissement des devises face au dollar. L'euro a poursuivi son repli sous le seuil de 1,15 \$, à 1,1419 \$, tandis que la livre sterling a cédé 0,7% à 1,3225 \$. Cette pression sur les monnaies européennes reflète la vulnérabilité énergétique de la région : la hausse du prix du pétrole renforce les inquiétudes sur la balance commerciale et sur les perspectives de croissance, particulièrement pour les économies industrielles fortement dépendantes des importations d'énergie comme l'Allemagne ou l'Italie. Les marchés monétaires ont également ajusté leurs anticipations concernant la BCE. Les cambistes attendent désormais la prochaine réunion de la BCE et les indications de Christine Lagarde sur la stratégie de l'institution face à ce nouveau choc énergétique. Sur les autres marchés des changes, les devises liées aux matières premières ou fortement dépendantes des importations d'énergie ont été particulièrement pénalisées. Le dollar australien a reculé d'environ 1%, tandis que le franc suisse a également cédé du terrain face au billet vert autour de 0,79 \$. En Asie, le yen a relativement bien résisté grâce aux importantes réserves stratégiques de pétrole du Japon, ne reculant que d'environ 0,2% vers 159,74 pour un dollar. Le yuan chinois a quant à lui amorcé une phase de consolidation après ses gains du début de semaine, reculant à 6,8960 face au dollar et à 7,89 face à l'euro. Dans

l'ensemble, la séance illustre un retour marqué des flux vers le dollar dans un environnement dominé par les risques géopolitiques et énergétiques, les investisseurs privilégiant les économies jugées plus résilientes face à un éventuel choc pétrolier durable.

La séance sur les métaux précieux s'est déroulée dans un environnement dominé par le renforcement du dollar et par une remontée des anticipations d'inflation liées à la flambée des prix de l'énergie, deux facteurs qui ont largement neutralisé le rôle traditionnel de valeur refuge de l'or et de l'argent. Les investisseurs ont ainsi largement revu leurs anticipations de détente monétaire. Dans ce contexte, l'or a subi des prises de bénéfices et des liquidations techniques, tombant sous 5 050 \$ l'once (à 5 023 \$ exactement, soit - 2,0%). Ce mouvement de correction s'est produit malgré un environnement géopolitique normalement favorable au métal refuge. Les investisseurs arbitrent en effet entre la fonction de protection de l'or face aux risques géopolitiques et la concurrence croissante des actifs rémunérateurs dans un contexte de taux durablement élevés. L'argent a subi une pression encore plus marquée, reflétant sa double nature de métal précieux et de métal industriel. Les cours ont ainsi reculé de 5,2% au cours de la séance, se rapprochant de 80 \$ l'once (80,6 \$ exactement). Les inquiétudes concernant le ralentissement économique mondial limitent également l'appétit pour les métaux à forte composante industrielle. La révision à la baisse de la croissance américaine a ravivé certaines interrogations sur la solidité de la conjoncture. L'ensemble des éléments maintient les métaux précieux dans une phase de consolidation volatile, dominée à court terme par la dynamique du dollar et des taux réels plutôt que par leur rôle traditionnel de refuge.

Pétrole (WTI)



(Source : Marketwatch)

Pétrole & Gaz

Sur le marché du pétrole, la séance s'est déroulée dans un contexte de tensions extrêmes sur l'offre mondiale, marqué par une nouvelle envolée des prix du pétrole alors que le conflit au Moyen-Orient continue de perturber les flux d'hydrocarbures. Les contrats à terme sur le pétrole ont terminé la semaine en nette hausse, soutenus par l'intensification du conflit avec l'Iran et par le déploiement supplémentaire de forces militaires américaines dans la région. Le baril de WTI a clôturé en progression de 3,7% à 99,30 \$, portant son gain hebdomadaire à près de 8,7%, tandis que le Brent s'est apprécié de 0,7% à 103,89 \$, soit une hausse de 11,3% sur la semaine. Depuis le début des hostilités le 27 février, l'ampleur du mouvement est spectaculaire : le Brent a progressé de plus de 42%, tandis que le WTI affiche une envolée de plus de 47%. Cette hausse rapide reflète l'ampleur du choc d'offre provoqué par la quasi-paralysie du détroit d'Ormuz. La fermeture de cette voie maritime a fortement perturbé le trafic des pétroliers, de nombreux navires évitant désormais la zone en raison des risques militaires et de la flambée des primes d'assurance maritime. Selon plusieurs estimations, cette situation a contraint les producteurs du Golfe à réduire leur production d'environ 10 millions de barils par jour, faute de capacités de stockage suffisantes pour écouler leur production. L'Agence Internationale de l'Energie estime de son côté que la production régionale a chuté d'environ 30%, confirmant l'ampleur du choc sur l'équilibre mondial du marché pétrolier. Cette tension explique que les prix aient brièvement frôlé les 120 \$ le baril en début de semaine avant de se stabiliser légèrement en-dessous de ce seuil. Les initiatives visant à calmer les marchés n'ont pour l'instant qu'un impact limité. Washington a notamment annoncé l'autorisation temporaire de la vente de pétrole russe actuellement stocké sur des tankers en mer, **soit environ 120 millions de barils selon certaines estimations**. Toutefois, une large part de ces volumes aurait déjà été préachetée par des clients asiatiques, notamment en Chine et en Inde,

ce qui réduit la quantité réellement disponible pour soulager le marché mondial à court terme. Par ailleurs, **les pays membres de l'Agence internationale de l'énergie ont annoncé un prélèvement exceptionnel de 400 millions de barils dans leurs réserves stratégiques** afin d'amortir la chute de l'offre provenant du Moyen-Orient. Toutefois, cette mesure est une solution temporaire, incapable de compenser durablement une perturbation majeure et prolongée des exportations du Golfe. La situation reste d'autant plus incertaine que les infrastructures énergétiques de la région sont devenues des cibles directes du conflit. **Plus d'une trentaine d'attaques contre des installations pétrolières ou gazières ont été recensées depuis le début des hostilités, compliquant toute perspective de retour rapide à la normale.** Sur le front de l'offre américaine, les entreprises énergétiques ont commencé à réagir à la hausse des prix en augmentant légèrement leurs investissements. **Le nombre de plates-formes de forage de pétrole et de gaz aux Etats-Unis a progressé pour la deuxième semaine consécutive, atteignant 553 unités selon les données de Baker Hughes, son plus haut niveau depuis novembre 2025.** Les plates-formes pétrolières ont augmenté à 412 unités tandis que les installations gazières ont atteint 133 unités. Malgré cette reprise progressive de l'activité, le nombre total de *rigs* reste inférieur d'environ 7% à celui observé un an plus tôt, les compagnies énergétiques ayant privilégié ces dernières années la discipline financière et la rémunération des actionnaires plutôt qu'une expansion rapide de la production.

Enfin, sur le marché du gaz, les tensions énergétiques liées au conflit ont également eu des répercussions importantes, notamment en Europe. Les contrats à terme sur le gaz naturel européen se maintiennent au-dessus de 50 € par MWh et restent en hausse d'environ 60% depuis le début du mois, alors que les exportations de gaz naturel liquéfié en provenance du Golfe sont perturbées. Le Qatar, qui représente près de 20% du marché mondial de GNL, a notamment suspendu certaines opérations dans ses installations, tandis que plusieurs cargaisons en provenance des Emirats arabes unis ont été retardées. Les marchés tentent désormais d'évaluer dans quelle mesure l'augmentation de la production américaine de gaz naturel et les investissements croissants dans les infrastructures de GNL pourraient compenser ces perturbations pour les économies européennes et asiatiques fortement dépendantes des importations énergétiques.



Disclaimer

Ce document d'information s'adresse exclusivement à une clientèle de professionnels et d'investisseurs qualifiés. Bien que les informations exposées dans ce document proviennent de sources considérées comme dignes de foi, Aurel-BGC et ses filiales n'en garantissent ni l'exactitude, ni l'exhaustivité, ni la fiabilité. Les opinions et appréciations peuvent être modifiées ou abandonnées sans avis préalable. Aurel-BGC n'est pas dans l'obligation de mettre à jour les informations contenues dans ce document.

Les calculs et évaluations présentés ont pour but de servir de base à nos discussions. Vous vous engagez à effectuer de façon indépendante votre propre évaluation de l'opportunité et de l'adaptation à vos besoins des opérations proposées, notamment en ce qui concerne les aspects juridiques, fiscaux et comptables. En outre, ce document ne peut être considérée comme une offre ou une sollicitation de souscription, d'achat, de vente ou de prêt de valeurs mobilières ou autres instruments financiers et n'a pas vocation à servir de base à un quelconque contrat. La responsabilité d'Aurel-BGC ne saurait être engagée, en cas d'erreur ou d'omission de la part de la Recherche crédit d'Aurel-BGC, ou en cas d'investissement inopportun de votre part. Aurel-BGC peut entretenir ou avoir entretenu des rapports avec les entreprises concernées par le présent document ou leur avoir fourni des services d'investissement. Occasionnellement, Aurel-BGC, ainsi que ses collaborateurs (autres que les auteurs de ce document) peuvent détenir des positions sur les instruments mentionnés dans le présent document. Aurel-BGC et ses filiales ou les personnes qui y sont associées peuvent avoir une position acheteuse ou vendeuse sur des valeurs mobilières ou autres instruments financiers auxquels il est fait référence ici. Aurel-BGC n'est pas dans l'obligation de mettre à jour les informations contenues dans ce document.

Aurel-BGC dispose et gère des procédures de « barrières à l'information » pour prévenir et éviter les conflits d'intérêts eu égard aux recommandations d'investissement. Ces procédures peuvent être détaillées sur demande auprès du Responsable de la conformité des services d'investissement.

Ce document étant la propriété d'Aurel-BGC et/ou d'une de ses filiales, toute reproduction même partielle ou divulgation à des tiers est interdite sans l'autorisation préalable d'Aurel-BGC. Le présent document n'est pas destiné à une clientèle privée.

Ce document ne peut pas être diffusé en dehors de l'Union Européenne. Ce document ne peut être distribué dans cette forme à quiconque aux Etats-Unis. BGC Financial L.P., société de droit américain du groupe BGC Partners assure la distribution de la recherche d'Aurel BGC auprès des « major US institutional investors ».

Aurel BGC, filiale du groupe BGC Partners, est une entreprise d'investissement réglementée par l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution, ainsi que par l'Autorité des Marchés Financiers. Un avertissement complet sur les activités de recherche d'Aurel BGC se trouve sur www.aurel-bgc.com

Copyright © Aurel-BGC, 2026, Tous droits réservés.